

TAM TAM n°1

Journal satirique de la section RGF de la CGT

Journée du 4 octobre : tous en grève et dans la rue !

Les raisons que nous avons de montrer notre mécontentement ne manquent pas.

Tout d'abord, au niveau national, chaque jour, des licenciements sont annoncés dans des entreprises qui font des bénéfices et qui perçoivent même de confortables subventions de l'Etat et des collectivités. Ainsi, malgré ses 3,5 milliards de dollars de bénéfices l'an dernier, Hewlett-Packard vient d'annoncer des milliers de licenciements, dont 1240 en France. Le travail précaire explose, renforcé encore par la mise en place du contrat nouvelle embauche de Villepin et du pacte Junior de Dutreil.

Côté fonction publique, de plus en plus de menaces pèsent sur notre avenir. A la Recette, la suppression de 110 postes de catégorie C sur 2005 permet encore d'aggraver les conditions de travail de chacun d'entre nous. La réorganisation du travail avec la valse des fusions et des déménagements, ne change rien.

En fait, le souhait de Breton est de faire comme dans le privé : réduire les effectifs, changer les missions, se débarrasser ainsi d'un certain nombre de contraintes qui pouvaient freiner la cupidité des plus riches.

Pourtant, s'il y a une chose qui est nuisible aujourd'hui c'est bien le libéralisme. L'économie de marché n'offre rien sauf accroître encore davantage les injustices, la misère et le chômage.

Alors, cette marche vers le libéralisme du gouvernement n'est pas une fatalité, mais un choix que nous pouvons dénoncer en faisant grève et en participant aux manifestations organisées par les principales organisations syndicales nationales.

*Pour cela, nous vous convions à nous retrouver à la manifestation du **mardi 4 octobre qui partira de 14 H 30 à République (à l'angle de la place et de la rue du Temple) pour se rendre à Nation.***

C'est cela la poésie salariale

Dans le dernier dossier du Canard, on apprend que les TPG reçoivent des indemnités de logements. Ainsi, celui de Caen paye son 128 m² seulement 660 euros, celui de Nantes habite le logement de fonction de 200 m² pour 700 euros.

Quant à la paye des TPG, il n'a été communiqué qu'un chiffre correspondant à une rémunération moyenne nette (précisons que les primes sont comprises) de 130 000 euros.

Super salaires rime avec indemnités de résidence. Petits salaires avec indemnités de rien du tout...

La liberté de communiquer rétrécie

Comme la plupart d'entre nous ont pu le constater le forum Bercy Public a disparu. Les raisons invoquées peuvent paraître justes car peu de messages à caractère professionnel y étaient diffusés. Pourtant il avait le mérite d'exister.

Et puis s'il fallait supprimer l'outil qui crée des problèmes, on va aller jusqu'où ? Détruire les stylos pour éviter d'écrire des c....

Les comptes sont faux

« Allô, le Trésor public, je vous appelle parce que j'ai reçu deux taxes foncières ». Voilà le type d'appel que tous les postes comptables ont connu. Une impression d'une imposition en double et cela multiplie les appels par 10.

Tous ces petits désagréments, qui sont malheureusement récurrents, ne sont pas pris en compte par ORE. Ce nouvel Outil de Répartition des Emplois pourrait se traduire plutôt par OÙ Réduire les Emplois tant il calcule la tâche de chaque poste au plus juste... sans prendre en compte évidemment les incidents.

Alors dès qu'il y a le moindre problème, dans les postes c'est l'explosion !

L'essentiel, c'est de participer

Pour les candidats au concours de contrôleur principal, il a fallu repasser l'épreuve d'analyse de texte, pour cause de copies perdues.

Que se passe-t-il pour les collègues qui n'ont pas pu reporter leur accouchement, ou leurs vacances quand des frais avaient été engagés ?

La vraie épreuve, c'est de résister à tous ces reports !

Injustice ministérielle

A la trésorerie des non-résidents, à peine la décision prise d'envoyer la trésorerie à Noisiel, il a fallu pour chacun des agents donner ses souhaits soit rester dans le réseau parisien ou partir à Noisiel. Comme attendu peu d'agents souhaitent partir.

Et puis, à ce jour il n'existe aucune compensation financière. Aux impôts lors du transfert des non-résidents à Noisiel, les agents recevront jusqu'à 6 000 euros ce qui paraît normal. Au Trésor, visiblement ils ont l'intention de faire des économies.

Montreuil pas chic suite et fin

L'ex-chef du DI nous écrit par rapport au choix de la RGF quant à son pot de départ. « Il se trouve qu'au nombre des invités figurent les comptables parisiens, de nombreux chefs de service de la RGF et des collègues de la Direction Générale, c'est à dire une centaine d'invités qui s'ajoutent aux agents du DI. »

CQFD, c'est la 1^{ère} fois depuis 20 ans qu'un chef de DI fait son pot de départ en dehors de Montreuil.

La charrue avant les bœufs

Les commissions locales consacrées aux recours en notation sont organisées le 11 octobre, c'est à dire après les CAP centrales qui étaient prévues le 5 et le 6.

Pour respecter le délai imposé de 2 mois, une nouvelle CAP centrale pour la RGF et autres retardataires se tiendra donc en décembre.

La nouvelle réforme devait être plus simple et plus rapide. La preuve en est faite, avec un peu de chance, les notations 2005 commenceront sans que les résultats 2004 soient connus !

Le 17^{ème} au Karcher ?

A la TP du 17/3, les personnels attendent :

Que le CHS fasse la visite du poste, que des nouveaux locaux leur soient attribués, une cuisine correcte qui ne soit pas située à l'extérieur de la TP, de nouveaux vestiaires ailleurs que dans les toilettes communes qui font en même temps office de local fumeurs et « détente ».

Tout cela tarde beaucoup et vu l'insalubrité du lieu, vont-ils bientôt être expulsés ?

Prime déprimante

Une prime de 150 euros maximum devrait être versée sur la paye d'octobre. Prime bienvenue pour ceux qui l'auraient, mais suspendue chaque année au bon vouloir de l'IGF... Cette année sont déjà exclus tous ceux qui ont une note négative et les critères comme le montant pour l'année prochaine ne sont pas encore connus...

C'est pour cela que la seule revendication salariale juste (150 euros par mois pour chacune et chacun) doit être portée par toutes et tous !

Pour tout contact :

Salle 120 sur le site Réaumur (94, rue Réaumur 75002)

cgt.750@cp.finances.gouv.fr

Tél. : 01 55 80 66 41

Fax : 01 55 80 66 29